

Jean-François Kahn Journaliste et essayiste

Après le Brexit, il va falloir choisir

C'est fait, l'Angleterre a claqué la porte d'une maison dont elle faisait partie, mais dans laquelle elle n'était intellectuellement jamais entrée.

C'est tout de même un peu fort de café : depuis que les Britanniques ont voté en faveur du Brexit, il n'est pas un responsable politique pro-européen qui n'explique qu'il faut tout changer, bâtir une autre Europe, concocter un nouveau traité, repartir sur de nouvelles bases, que cela, de toute façon, ne peut pas continuer comme avant.

Donc, soyons logiques : si, à ce point, il ne convenait plus de s'accrocher à l'Europe telle qu'elle est, les Anglais ont eu raison de la rejeter par leur vote. Et il eût été plus judicieux de dire tout cela avant, d'en tirer des conclusions avant qu'après.

Le problème c'est que si l'Europe, en effet, apparaît aux yeux des peuples dont on respecte rarement les avis, comme une manière de repoussoir (rappelons que les Français ont eu l'occasion de marquer leur rejet de manière encore plus forte que les Anglais), c'est en partie parce qu'elle est devenue ce que les Anglais exigeaient qu'elle devint : non pas une entité politique intégrée, une « Europe puissance », mais un vaste, de plus en plus vaste, marché commun, relais de la mondialisation et converti au principe du néolibéralisme à l'anglo-saxonne.

Et maintenant ?

On a tellement hystérisé les conséquences d'un vote britannique en faveur du retrait qu'on

a fini par interioriser mentalement cette dramatisation. D'où l'espèce de panique qu'a provoquée ce scrutin historique. Or, je suis convaincu (mais je peux me tromper) que d'ici trois semaines, les choses se stabiliseront, que les effets seront lissés, que la raison l'emportera et qu'ainsi, on aura offert aux adversaires nationalistes et « popu-

listes », comme ils disent, du projet européen un nouvel argument de poids, la preuve que le cataclysme annoncé ne s'est pas produit.

Il est d'ailleurs assez savoureux de constater que la Bourse qui a le moins reculé après l'annonce du Brexit soit la Bourse de Londres.

Il est évident que si, en effet, on échappe, et surtout la Grande-Bretagne, à la catastrophe annoncée, les partis europhobes en tireront argument pour exiger des référendums à la façon britannique et surfer ensuite sur le fait qu'on leur refusera.

Reste qu'il y a un risque que le choix britannique, fût-il ric-rac, fût-il en grande partie le produit d'une colère sociale (l'électorat populaire du Parti travailliste a massivement voté pour le retrait), un risque donc que cette sécession provoque progressivement, inéluctablement, non pas une explosion ou une implosion, mais une déconstruction de l'édifice européen.

Or, on n'exorcisera ce danger que si on met enfin cartes sur table, que si on cesse de se racon-

ter des histoires.

Il y a deux conceptions cohérentes, logiques, respectables du devenir européen, même si elles s'excommunient l'une l'autre.

L'une, d'inspiration anglaise, chère aux souverainistes, est celle d'une vaste zone de libre-échange, respectueuse des spécificités, des identités des indépendances nationales, mais favorisant la conclusion d'accords de coopération renforcés.

L'autre, qui renouerait avec la grande aspiration des pères fondateurs, est celle qui permettrait de reprendre, fût-ce progressivement, la marche en avant vers une Europe fédérale des nations (une fédération de nations libres), ces Etats-Unis d'Europe qu'annonça Victor Hugo.

Un entre-deux condamné

Mais cette Europe-là, celle pour laquelle j'ai toujours milité bien que je refuse de diaboliser l'autre, ne pourra reprendre son élan que si elle se reconstruit, se redynamise autour des pays, ceux de la zone euro qui, à l'origine, en portait le projet et l'idéal. Comme vient lucidement de le souligner l'ex-président Valéry Giscard d'Estaing, l'élargissement incontrôlé et sans principe a constitué une erreur majeure et cette nouvelle Europe,

celle des valeurs et des principes, ne pourra pas se faire d'emblée à 27. Les autres « Angleterre » qu'elle englobe, Pologne et Hongrie en tête, devront en tirer les conséquences.

Ce qui, en revanche, à terme,

est condamné, c'est l'entre-deux, le milieu du gué. L'Europe qui concilie tous les inconvénients, le trop et le pas assez, le normatif et l'impuissant, l'omniprésent et l'inexistant. A la fois technocratique et paralysée.

D'un côté, un entassement de réglementations tatillonnes et rigides, souvent ubuesques, la mise en place, parfois efficace, d'un lourd et contraignant pouvoir bureaucratique et, de l'autre, l'impossibilité de mener une véritable politique étrangère, fiscale, sociale commune, l'incapacité à maîtriser les flux migratoires de façon coopérative et solidaire, l'absence de protection effective contre les concurrences faussées, c'est-à-dire les dumpings.

Qu'on y songe : les Etats-Unis d'Amérique, Etat fédéral ; l'Inde, Etat fédéral, se sont donné les moyens de mener des politiques nationales de grandes et de moyennes puissances alors même que leurs Etats fédérés bénéficient d'autonomies, en matière législative et budgétaire, beaucoup plus vastes que n'en conservent les Etats membres de l'Union européenne, en particulier ceux de la zone euro.

Cet exemple montre que, à la limite, souverainistes et fédéralistes pourraient songer à une synthèse.

Les uns et les autres ne souhaitent-ils pas que le message européen, celui en particulier de l'économie sociale de marché (le modèle rhénan), ne se dissolve pas dans un mondialisme néolibéral pacifico-étatsuniens sans règles et sans âme ? ■